



JOURNÉE DU 8 MARS

Les femmes congolaises se mobilisent



Les femmes d'Igné lors du défilé le 8 mars 2022/Adiac

Le monde entier célèbre chaque 8 mars la Journée internationale des droits de la femme. Cette année, elle a été placée sur le thème « L'égalité aujourd'hui pour un avenir durable » en reconnaissance de la contribution des

femmes et filles dans l'adaptation et la réponse aux changements climatiques et leur atténuation pour la construction d'un avenir plus durable. Au Congo, plusieurs activités ont été organisées au cours desquelles les femmes ont

été sollicitées pour renforcer leur représentativité dans les sphères de prise de décision en rapport avec le thème national : « La progression des femmes aux fonctions politiques et électives ».

Pages 4-5-6-7

ELIMINATOIRES CAN 2023

Paul Put veut la mise au vert des Diables rouges



Paul Put, le sélectionneur des Diables rouges/Adiac

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Paul Put, se dit préoccupé par les préparatifs des Diables rouges, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2023. Il invite le gouvernement et les gestionnaires du football à mobiliser les moyens nécessaires pour un programme de mise au vert du onze congolais au Maroc ou en Turquie.

« C'est un programme chargé mais nous ne savons pas si nous ferons un stage. J'ai fait mes propositions pour aller au Maroc ou en Turquie parce qu'il y a d'autres sélections africaines qui y vont pour se préparer. Nous avons besoin de matches amicaux nécessaires pour préparer l'équipe », a indiqué Paul Put à la presse.

Page 16

APPROVISIONNEMENT MONDIAL

Russie et Ukraine : clés de matières premières stratégiques

Blé, tournesol, titane, aluminium, nickel : la Russie et l'Ukraine jouent un rôle clé dans l'approvisionnement mondial en matières premières stratégiques, à usage industriel ou alimentaire. Les cours mondiaux de nombre d'entre elles ont flambé à des niveaux jamais vus. Les deux pays sont les grands exportateurs de céréales dans le monde. La Russie est l'un des plus grands producteurs de gaz et de pétrole et également le grand exportateur de blé depuis 2018.

Page 9

FILIÈRE BOIS

Le E-learning pour promouvoir l'exploitation certifiée des forêts

Le programme de promotion de l'exploitation certifiée des forêts, une des entités de la Commission des forêts du Bassin du Congo, vient de mettre en œuvre dans trois pays d'Afrique centrale (Congo, Gabon, Cameroun) un module de E-learning en vue d'améliorer la sécurité des travailleurs forestiers. Cette application a également pour objectif de renforcer la surveillance de l'exploitation à impact réduit des ressources forestières et de diminuer, dans sa seconde phase, les émissions carbone induites par le suivi du référentiel Reduce Impact Logging.

Page 2



Une démonstration sur application/DR

EDITORIAL

Débats

Page 2

15^e CONGRÈS FORESTIER MONDIAL

La Comifac se prépare

Page 3

ÉDITORIAL

Débats

Les échanges entre les acteurs politiques et la société civile, lors de la concertation politique d'Owando, dans le département de la Cuvette, du 3 au 5 mars, ont permis de cerner les préoccupations de chacun sur l'avenir du Congo. Tantôt heurtées tantôt apaisées, les prises de parole étaient à la hauteur de l'importance des sujets en discussion.

Parmi les points à l'ordre du jour – il y en avait douze –, les plus débattus ont porté sur la révision des listes électorales, le découpage administratif et électoral, le vote par anticipation des membres de la force publique, la biométrie électorale, le renforcement de l'indépendance de la Commission nationale électorale indépendante et le plafonnement du financement des campagnes.

Des débats aussi bien constructifs qu'instructifs, car au-delà des passions, les participants sont parvenus à un consensus motivé par la volonté, d'une part, de consolider la démocratie et, d'autre part, de construire le pays dans la paix. La presque totalité des intervenants déclarait "être venue à Owando pour construire et non détruire". Des mots traduisant l'adhésion des acteurs politiques et de la société civile à l'œuvre commune de bâtir le pays.

Cette acceptation du dialogue par tous devrait être soutenue par l'État à qui revient la charge d'améliorer la gouvernance électorale et de prendre en considération les questions sociales, politiques et économiques. Certains acteurs sociaux constatent que les débats sont intéressants pendant le déroulement des travaux. Mais les conclusions comblent-elles les attentes de la population ?

Les Dépêches de Brazzaville

FILIÈRE BOIS

Un guide électronique d'abatage d'arbres mis à la disposition des forestiers

L'application E-learning, conçue dans le cadre du Programme de promotion de l'exploitation certifiée des forêts (PPECF), vise à renforcer la surveillance de l'exploitation à impact réduit des ressources forestières.



Une démonstration sur application DR

Destinée aux exploitants forestiers du Bassin du Congo, E-learning est un guide de l'abatage et du tronçonnage au moyen d'un assistant numérique mobile.

Le programme PPECF, une des entités de la Commission des forêts du Bassin du Congo, vient de mettre en œuvre dans les pays de la sous-région (la République du Congo, le Gabon, le Cameroun) un module de e-learning, en vue d'améliorer la sécurité des travailleurs forestiers. Au moins cinq films réalisés en slow motion sont diffusés en ligne pour illustrer les leçons de sécurité à l'abatage.

Les concessionnaires forestiers ont également été dotés d'une application de contrôle pour le

suivi du référentiel Reduce Impact Logging (RIL) accessibles sur smartphone ou tablette. L'application prévoit également de permettre, dans une seconde phase, une métrique de la réduction des émissions carbone induites par le RIL.

L'application mobile est facile à consulter. En cas de volonté de l'utilisateur de modifier la fréquence de contrôle ou les paramètres de contrôle, il peut le faire en accédant directement aux boutons correspondants. Le bouton de synchronisation des données permet à l'utilisateur, lorsqu'il est connecté à internet, de synchroniser les données avec un service cloud pour les enregistrer hors du téléphone.

Fiacre Kombo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lasselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubmelé
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

15^e CONGRÈS FORESTIER MONDIAL

La Comifac prépare sa participation

Dans le cadre de sa participation à la quinzième session du Congrès forestier mondial (CFM-15) prévu en mai prochain à Séoul, en Corée du Sud, le groupe de travail sur la gouvernance forestière (GTGF) de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac) a récemment organisé un atelier visant à échanger sur l'ensemble des activités qu'entend mener son institution à cette occasion.

Outre le Congrès mondial sur les forêts, les membres du GTGF ont également discuté sur la participation des pays membres de la Comifac à la 17^e session du Forum des Nations unies sur les forêts qui se tiendra du 9 au 13 mai prochain à New York. Il s'agissait pour eux de faire le point sur la prise en charge des délégations des pays membres ; de mettre en œuvre des recommandations de la dernière réunion du GTGF ; d'adopter des positions communes sur les points inscrits à l'ordre du jour de chacune de ces rencontres et d'un cadre d'intervention des pays membres.

En effet, le Congrès forestier mondial est un forum d'échange de points de vue et d'expériences sur tous

les aspects des forêts et de la foresterie. Il sert de plateforme mondiale dans laquelle les membres de la communauté internationale se rassemblent, formulent des recommandations et des déclarations sur les principales questions forestières. Il permet également d'avoir une vue d'ensemble périodique du secteur, afin de discer-

d'un rendez-vous essentiel pour renforcer le rôle des forêts, ainsi que, dans le contexte environnemental critique, les questions économiques et sociales et la prise en compte de l'évolution du programme de développement durable mondial.

Cette année, l'événement aura pour thème « Construire un avenir vert, sain et rési-

et analyser les principaux défis auxquels le secteur est confronté et les moyens de les résoudre. « *Les forêts doivent faire partie intégrante des discussions et des décisions à prendre sur le développement durable, car cela déterminera la santé, le bien-être et la stabilité de la planète et des populations* », indique le

avec l'appui financier de la coopération technique allemande à travers le projet régional GIZ. Il a connu la participation des personnes ressources et partenaires au développement. Conçu comme une plateforme de promotion de partage des expériences, de la mutualisation des efforts et de l'apprentissage mutuel entre les pays membres de la Comifac et les institutions partenaires, le GTGF mène des actions d'orientations pour l'arrimage des instruments politiques, législatifs, normatifs et institutionnels régissant le secteur forêt-environnement aux grands principes qui structurent la bonne gouvernance.

Gloria Imelda Lossele

« Les forêts doivent faire partie intégrante des discussions et des décisions à prendre sur le développement durable, car cela déterminera la santé, le bien-être et la stabilité de la planète et des populations »

ner les tendances, d'adapter les politiques, de sensibiliser les décideurs et d'influencer l'opinion publique. Il s'agit

liant avec les forêts » et réunira les principaux acteurs, à l'échelle mondiale, du secteur forestier pour examiner

congrès.

Notons que l'atelier du GTGF a été organisé par le secrétariat exécutif de la Comifac

SOLIDARITÉ

La Fondation Privat-Frédéric-Ndeké décline sa feuille de route

L'organisation philanthropique, qui est dans sa quinzième année d'existence, a adopté le 6 mars dernier à Brazzaville, en Conseil d'administration, son programme d'activités de l'année en cours.

Structuré autour de treize points, le programme d'activités de la Fondation Privat-Frédéric-Ndeké de 2022 prévoit, entre autres, l'acquisition des terrains, l'organisation des examens de permis de conduire, la célébration du 15^e anniversaire de la fondation. Les membres du Conseil d'administration ont également retenu l'organisation des cérémonies de fin de formation dans les différents centres ; le transport à titre gracieux des candidats aux examens d'Etat à Brazzaville ; la remise des kits scolaires aux enfants démunis.

Il est également envisagé la construction du siège de la fondation à Brazzaville, ainsi que du centre de formation de Sibiti, dans le département de la Lékoumou ; l'assistance multiforme et les émulations scolaires dans le département de Brazzaville. A cela, s'ajoutent les campagnes de don de sang ainsi que de dépistage du diabète et de l'hy-



Privat Frédéric Ndeké posant avec les participants Adiac

pertension artérielle. Outre la nouvelle feuille de route de la fondation, les participants ont évalué les activités réalisées en 2021. En effet, selon le bilan dressé par la coordination nationale de la Fondation Privat-Frédéric-Ndeké, le taux de réalisation est estimé à

90%. Ainsi, sur les activités programmées, une seule a été renvoyée en 2022. Il s'agit notamment de la construction du siège de la fondation à Brazzaville, qui abritera également le centre de formation de la ville.

Le président de cette fondation éponyme, Privat Frédé-

ric Ndeké, s'est, quant à lui, dit satisfait et rassurant des résultats obtenus. Selon lui, le troisième Conseil d'administration a défini la trajectoire à prendre cette année, en se focalisant sur l'intérêt que la fondation porte sur la paix sociale. Le programme d'activités pourra tant soit

peu, espère-t-il, soulager la peine des couches vulnérables du Congo. « *Il vous revient désormais de vous mettre résolument au travail pour l'exécution de ce programme. Je vous félicite pour la tenue de cet échange et surtout de votre implication pour l'exécution du programme pour l'année écoulée* », a-t-il encouragé.

Il s'est, par ailleurs, félicité de la moisson obtenue en 2021 dans un contexte économique et financier difficile que traverse le pays. « *L'engagement de notre fondation auprès des couches vulnérables n'est plus à démontrer, quinze ans après sa création. Ceci pour dire que notre engagement reste et demeure constant malgré les difficultés conjoncturelles et circonstancielles* », a conclu le président de la Fondation Privat-Frédéric-Ndeké.

Parfait Wilfried Douniama

FESTIVITÉS DU 8 MARS DANS LE POOL

Forte mobilisation des femmes à Ignié

Le Congo, tout comme les autres pays du monde, a commémoré le 8 mars la Journée internationale des droits des femmes sur le thème « L'égalité aujourd'hui pour un avenir durable ». A Ignié, dans le département du Pool, un grand focus a été organisé autour de l'administrateur maire, Assitou Kamara Somi.

Plusieurs dizaines de femmes venues du chef-lieu du district d'Ignié et des villages environnants ont pris part massivement à la commémoration de la Journée internationale de la femme, placée sur le thème « La représentativité de la femme dans la politique ». Ainsi, pour exprimer leur engagement dans ce combat noble, les femmes d'Ignié ont organisé une marche festive sur près de deux kilomètres. Elles sont parties du rond-point situé à l'entrée de la localité, en provenance de Brazzaville, jusqu'à au siège administratif de la mairie, chantant et dansant autour de l'administrateur maire.

« Nous sommes décidées aujourd'hui de célébrer avec faste notre fête du 8 mars, parce que nous ne l'avions plus commémorée depuis deux ans, à cause des restrictions édictées par le gouvernement dans le cadre de la riposte au coronavirus. Cette journée est surtout l'occasion pour nous de faire le bilan de



Des femmes d'Ignié défilant sur l'artère principale/Adiac

notre lutte pour la parité et la représentativité des femmes dans les sphères de prise de décision », a souligné Judith, qui a participé à la marche.

Ensuite, les femmes d'Ignié ont organisé une cause-débat animée par l'administrateur maire de cette localité. A l'occasion, l'autorité municipale a souligné à l'as-

sistance que le 8 mars n'est pas une journée festive mais plutôt l'occasion de faire le bilan des combats menés pour la parité.

« Dans les sphères de prise

« Nous sommes décidées aujourd'hui de célébrer avec faste notre fête du 8 mars, parce que nous ne l'avions plus commémorée depuis deux ans, à cause des restrictions édictées par le gouvernement dans le cadre de la riposte au coronavirus. Cette journée est surtout l'occasion pour nous de faire le bilan de notre lutte pour la parité et la représentativité des femmes dans les sphères de prise de décision »,

de décision, la présence de la femme se fait sentir certes, mais la représentativité n'est pas encore celle attendue. Elles y sont certes, mais il y a encore du chemin à faire. J'exhorte donc les femmes engagées en politique à s'affirmer car la politique est comme tous les autres métiers où rien n'est servi sur un plateau en or. Il faut plutôt se battre pour se faire un nom. Je me porterai garante d'accompagner les femmes qui s'impliqueront en politique », a promis Assitou Kamara Somi.

La Journée internationale des droits des femmes a été instituée par l'Organisation de Nations unies. Les droits des femmes concernent, entre autres, la prévention et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, l'égalité professionnelle et l'autonomie économique, l'accès à la santé, aux droits sociaux et politiques ainsi que la place des femmes dans les médias, la culture, le sport...

Firmin Oyé

Des femmes invitées au militantisme au sein des organisations

La gent féminine de la Cour constitutionnelle a été incitée, le 8 mars, à s'engager dans les organisations politiques afin de faire entendre sa voix. C'était lors de la causerie-débat animée conjointement par les juristes Flore Makoka Fouty et Cornélie Miafouna sur le thème « La progression de la femme aux fonctions politiques et électives » à Brazzaville.

L'échange a été organisé dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des droits de la femme. Cette année, elle a été célébrée sur le thème « L'égalité aujourd'hui pour un avenir durable ».

Les oratrices ont donné à cette occasion une communication sur le thème national « La progression de la femme aux fonctions politiques et électives ». En effet, Flore Makoka Fouty et Cornélie Miafouna ont souligné l'évolution du statut de la femme aux fonctions politiques et électives après l'indépendance au Congo.

La communication a été axée sur la prise de conscience des femmes soumises à une influence de facteurs endogènes et exogènes, les résistances socio-culturelles, les



Les statistiques montrent une évolution dans la représentativité des femmes dans les instances/DR

pressions matérielles qui affectent le statut de la femme congolaise ainsi que quelques pistes de solutions sur la situation.

Abordant la question de prise de conscience, Flore Makoka Fouty s'est appuyée sur la création de la devise de l'Union révolutionnaire des

femmes du Congo, une structure qui a été déterminante pour les femmes, également leur clé d'intégration dans les structures décisionnelles.

L'oratrice a, en outre, présenté le tableau actuel de représentativité des femmes aux fonctions politiques et électives. Selon elle, les statis-

tiques montrent une évolution dans la représentativité des femmes dans les instances dirigeantes avec l'élection où les listes sont zébrées, 21,05 0 % au gouvernement, 11,2 % à l'Assemblée nationale, 20,8% au Sénat, 54,6% au Conseil économique et social, 12,5% à la Cour constitutionnelle,

10% au Conseil supérieur de la liberté de communication, la liste n'est pas exhaustive.

De son côté, Cornélie Miafouna a rappelé à ses consœurs que la question actuelle est celle de l'application des lois en leur faveur. D'après elle, les femmes ne doivent pas regarder leurs tâches au foyer mais plutôt s'armer de courage pour s'engager au sein des organisations politiques.

« Le 8 mars ne doit plus être suivi sous l'angle festif mais sous celui du militantisme. Ayons le courage pour oser et affronter tout en dépassant l'aspect de revendications parce que les textes internationaux et nationaux sur les droits de la femme existent », a-t-elle déclaré.

Lydie Gisèle Oko

FÊTE DU 8 MARS

Juste Désiré Mondelé redonne du sourire aux couches vulnérables

Le député de la première circonscription électorale de Ouenzé, cinquième arrondissement de Brazzaville, Juste Désiré Mondelé, a offert des vivres et non vivres aux veuves des paroisses Notre-Dame de Fatima de Mpila et Sainte-Marie de Ouenzé, ainsi qu'aux personnes âgées de l'hospice des vieillards Paul-Kamba, à Poto-Poto.

De Fatima à Paul-Kamba, en passant par Notre-Dame des victoires, le député de Ouenzé 1 a remercié les femmes parce que ce sont elles qui donnent vie. En effet, pour permettre aux veuves et aux personnes âgées de passer la Journée du 8 mars dans des bonnes conditions, Juste Désiré Mondelé leur a remis aussi des pièces d'étoffes. Un geste qui n'est pas passé inaperçu.

« Merci papa pour avoir pensé à nous tes mamans. Ce geste nous va droit au cœur », s'est exprimée une veuve à la paroisse Notre-Dame de Fatima.

Justifiant son geste, l'élu de Ouenzé 1 a rappelé qu'il s'agissait pour lui d'honorer la femme qui donne la vie. Car, la femme est la colonne vertébrale de la société. « C'est une démarche de reconnaissance, une démarche aussi d'humilité envers la femme. La femme



Juste Désiré Mondelé encourageant les veuves de la paroisse Notre-Dame de Fatima/DR est en réalité l'éducatrice la Journée internationale donc voulu faire ce partage, penser aux veuves de la société. Comme c'est des femmes, nous avons

« La loi dite aujourd'hui «Maman Emilienne Mouébara», qui était tant attendue, permet à la République du Congo d'avoir des instruments nécessaires de protection de la femme contre les violences de toute sorte »

et aux personnes âgées puisqu'elles sont aussi nos mères et grand-mères. Elles méritent toutefois notre attention », a déclaré Juste Désiré Mondelé.

Profitant de la Journée internationale de la femme, il a salué l'adoption de la loi portant lutte contre les violences faites aux femmes par les deux chambres du Parlement. « La loi dite aujourd'hui «Maman Emilienne Mouébara», qui était tant attendue, permet à la République du Congo d'avoir des instruments nécessaires de protection de la femme contre les violences de toute sorte », a-t-il laissé entendre.

Après les personnes vulnérables en matinée, Juste Désiré Mondelé a réuni dans l'après-midi les femmes de sa circonscription électorale pour commémorer la Journée internationale des droits de la femme.

Parfait Wilfried Douniama

Des élèves édifiés sur les droits de la femme

Prélude à la célébration de la Journée internationale des droits de la femme, les élèves du lycée du Groupe scolaire Atlas ont été invitées, le 4 mars, à interioriser la culture de lutte contre les antivaleurs lors de l'atelier de réflexion sur le thème « 8 mars: quel regard pour la jeune fille d'aujourd'hui ? », organisé par l'association Initiative pour la conscience citoyenne (ICC).

L'objectif était d'impliquer et de mobiliser des filles en vue du développement de leurs compétences de façon efficiente sur les droits de la femme. Il s'agissait de promouvoir également le leadership des jeunes filles, de les sensibiliser et conscientiser à la lutte pour la reconnaissance de leurs droits.

Le président de l'ICC, Crépin Keouosso, a expliqué que l'atelier consistait à contribuer au changement qualitatif de la société. Selon lui, cette journée a permis d'attirer l'attention sur l'orientation des jeunes filles en reconnaissance de leurs droits dans la société, de renforcer leurs compé-

tences ainsi que les amener à réfléchir sur la manière de booster leur leadership dans la perspective des lendemains meilleurs.

La directrice de la Maison russe, Maria Fakhruddinova, a salué à cette occasion l'initiative de l'association. Elle a, par ailleurs, incité les jeunes filles à s'engager dans tous les domaines en s'appuyant sur les exemples de son pays. « Je vous encourage à poursuivre les études et à participer aux différents concours car les



femmes ont des potentialités », a-t-elle exhorté.

Au cours de cet atelier, les

« Je vous encourage à poursuivre les études et à participer aux différents concours car les femmes ont des potentialités »

élèves de seconde à la terminale de ce groupe scolaire ont donné des communications sur différents thèmes: l'Implication de la femme dans la société, la place de la femme dans la lutte contre les antivaleurs

Des élèves du G S Atlas lors de l'atelier de réflexion/ Adiac ainsi que la citoyenneté et le leadership féminin.

Au terme de la cérémonie, des certificats de participation ont été remis aux jeunes filles ayant donné des communications.

Lydie Gisèle Oko

JOURNÉE DU 8 MARS

Deux pièces de théâtre égayent le public

Deux représentations théâtrales des oeuvres littéraires de l'écrivain Henri Djombo ont meublé la Journée internationale des droits de la femme, la veille 7 mars, à l'auditorium du Conseil congolais des chargeurs. Une initiative de l'Union nationale des écrivains et artistes congolais (Unéac).

Les Amazones de théâtre de Brazzaville et Pointe-Noire ont présenté la pièce «Madame la DG», mise en scène par Osée Colins Koagné, tandis que les Amazones de théâtre de Pointe-Noire ont joué la pièce «Le mort vivant», mise en scène par Bruno Tsamba.

La pièce «Madame la DG» peint les travers de la société en mettant à nu les vices que certains immoraux veulent transformer en vertus.

Mathilde Niamo est directrice générale d'une société nationale condamnée à la faillite, dont les seuls travailleurs sont des femmes. Elle y découvre un univers tissé de passions et de violences gratuites et doit faire face à la bureaucratie, aux fausses rumeurs, aux intrigues de ses collaborateurs, des syndicalistes et au comportement d'un mari gigolo qui handicapent son action de cheffe d'entreprise. Intrépide, elle est engagée à marcher contre vents et marées et réussit à relancer la société, prouvant ses capacités managériales et le fait que, contrairement aux idées



Les comédiens félicités par l'écrivain Henri Djombo / Adiac

reçues, le secteur productif de l'État peut être compétitif et prospère, et qu'il possède réellement un bon avenir. Débarquée cavalièrement de son poste, elle assiste à la dérive de cette entreprise qui s'en suivra et à sa condamnation à la dispa-

rition.

La scène met en lumière la bravoure d'une femme et les défauts qui minent l'entreprise publique, la mènent à la mort et marquent la différence avec le secteur privé et l'environnement où prospèrent les

entrepreneurs des continents d'ailleurs. Informé plus tard sur l'injustice dont elle a été frappée, le père de la nation réhabilitera Mathilde et la nommera ministre des entreprises d'État, ce qui suscitera un remue-ménage en leur sein. Mis en scène

par Bruno Tsamba, «Le mort vivant» est une comédie où les faits, tantôt loufoques, tantôt burlesques et parfois sadiques et cruelles, présentent comme dans un miroir l'homme dans la peau de bourreau et victime. L'intrigue: Joseph Niamo vient de la ville. Il est fait prisonnier lors de son séjour au village, alors qu'il admirait la nature, à proximité de la frontière d'un pays voisin, le Yangani. Emmené dans la capitale Bandéiraville, il sera incarcéré, torturé, jugé et condamné à mort. Blanchi quatre ans plus tard à la suite d'un non-lieu, on le remettra clandestinement à son pays. Ce retour d'un homme qu'on a dit mort et dont on a fait le deuil met à nu non seulement les sentiments que les humains éprouvent vis-à-vis des morts, dans des scènes d'un comique indescriptible, mais aussi leur cupidité et leur stupidité face aux biens, excitée par leurs intérêts divers. Ces deux pièces de théâtre sont une véritable prédication pour un monde plus juste, humaniste et convivial.

Hervé Brice Mampouya

Une journée de réflexion, de créativité et non de loisir

L'Institut français du Congo (IFC) et ses partenaires ont proposé, le 8 mars, une exposition photos, le documentaire de la vidéo des femmes victimes et l'exposition des produits bio, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, sur le thème « L'avenir est féministe ».

La plupart des photos exposées à l'IFC témoignent les atrocités que subissent les femmes victimes. « J'ai été violée par le fils du mari de ma mère et je n'ai pas porté plainte car ma mère ne voulait pas que j'en parle. C'est son mari qui payait mes études. J'ai alors décidé de me taire. L'auteur du crime est venu présenter ses excuses un an après le viol. Je ne suis toutefois pas contre l'idée qu'il soit poursuivi par la justice », a indiqué une victime.

Les victimes ont peur de dénoncer les auteurs de crime. Beaucoup d'entre elles ont du mal à faire entendre leur voix. L'une d'elles encourage les victimes à rester braves, à aller jusqu'au bout de leurs démarches juridiques et prie le gouvernement de veiller à ce que justice soit rendue. « On qualifie facilement une fille qui dénonce le viol de sorcière. Peu de gens abordent le sujet des violences sexuelles, de peur d'être rejetés. La pauvreté et les négociations financières font obstacle à la dénonciation », a-t-elle dit.

Pour le Dr Rock Mbetide Degana,

gynécologue obstétricien, dans son commentaire exposé à cette occasion, « les femmes victimes n'ont pas seulement besoin d'une prise en charge médicale mais aussi d'un appui juridique ».

Outre l'exposition photos, il y a celle des produits bio à base des fruits : mangue, papaye, coco, vanille, beurre de karité, huile de coco, de safou. Les produits cosmétiques réalisés au beurre de karité, au gingembre, au curcuma, au miel, au cacao, à la tomate, à la carotte ..., des pots de fleurs fabriqués en perles, des sandales en tissus, des sacs à mains confectionnés avec du pagne africain, des bouteilles décoratives, boucles d'oreilles en raphia, bracelets, des croquettes de gingembres, de courges, ...

Les exposantes ont bénéficié d'une formation aux ateliers Zaba de l'organisation non gouvernementale Tosala, à travers laquelle des pistes de solutions ont été proposées aux apprenantes pour favoriser leur émancipation via la création d'activités génératrices de revenus. Pour elles, cette formation les a rendues indépen-



Une vue des exposantes du à l'IFC/DR

dantes. Elles ont présenté des jus naturels, thérapeutiques et des nettoyeurs aidant à la digestion et qui soignent de nombreuses maladies (maux de reins, de dos, etc.)

A cette occasion, le public a eu le privilège de se faire photographier gratuitement par Lebon

Chansard Ziavoula, membre du collectif Génération Elili. Il a aussi bénéficié de la coiffure et du maquillage.

« La fête du 8 mars est une manière de présenter la femme, elle a un mot à dire dans la société. Une femme doit être battante, ne doit pas croiser les

bras, elle doit affronter pour aller de l'avant. La journée du 8 mars ne doit pas être considérée comme celle de loisir mais de réflexion, de créativité. La femme doit contribuer à l'évolution de son pays », a fait savoir l'une des exposantes.

Rosalie Bindika

LIVRE

Hervé Thomas Cyriaque Dhello publie « La femme congolaise dans le processus de développement : rôle et enjeux »

Au moment où la communauté mondiale célèbre la Journée des droits de la femme en ce mois de mars, Hervé Thomas Cyriaque Dhello plonge les amoureux du livre et de la lecture dans le rôle et les enjeux de la femme congolaise dans le processus de développement.

Dans son ouvrage de 110 pages publié aux éditions Geria et préfacé par Virginie Léopoldine Batchy (présidente de l'Association professionnelle des assistants et secrétaires du Congo), Hervé Thomas Cyriaque Dhello tente de redonner espoir et assurance à la femme en expliquant le rôle qui a toujours été le sien, en suscitant son leadership naturel afin qu'elle redevenue le socle sur lequel devrait s'appuyer la société congolaise. Il s'inspire des modèles étrangers tant en Afrique que sur d'autres continents, à travers les contextes historiques, culturels, sociaux, économiques et politiques.

Préfacant le livre, Virginie Léopoldine Batchy a souligné qu'il est un présage favorable au rôle que vont jouer les femmes sur l'échiquier mondial, en général, et en République du Congo, en particulier. Il a fallu beaucoup de courage et de détermination de la part de l'auteur pour réaliser cette étude sur la place de la femme au Congo et en apportant les éclaircissements nécessaires sur le rôle et la place de la femme en Afrique avant la colonisation. « La femme jouait un rôle capital avant l'arrivée des colonisateurs qui ont fragilisé nos sociétés en modifiant les rôles sociaux joués par les femmes et les hommes. La société africaine a subi cette métamorphose qui a déstabilisé les

us et coutumes. Aujourd'hui, on a oublié qu'en Afrique la femme, la mère, était la patronne du clan car c'est elle qui transmettait les coutumes, les valeurs, la force et l'éducation. Lorsqu'Hervé est venu me parler de son projet de mener cette étude, j'ai aussitôt adhéré à sa vision car il n'y a pas beaucoup d'ouvrages qui parlent franchement de la question », a écrit la préfacière.

Virginie Léopoldine Batchy a ajouté également que leurs aînées de l'Union révolutionnaire des femmes du Congo avaient déclaré que « Seule la lutte libre ». Elles se sont battues pour obtenir des avancées quant à la place de la femme. Cependant, la présence des femmes dans les instances dirigeantes au Congo reste encore trop faible. Par conséquent, ce livre va constituer un outil de travail pour une réflexion au niveau des responsables congolais. Ils pourront s'en servir pour asseoir une stratégie qui doit aboutir à une plus grande implication des femmes.

Les femmes représentent 49% de la population mondiale, mais marginalisées pour la plupart des cas

Pour l'auteur de cet ouvrage, les questions liées au genre font partie des préoccupations les plus importantes des gouvernements du monde. Les femmes qui re-



présentent 49% de la population mondiale sont pour la plupart des cas marginalisées au détriment des hommes... La République du Congo, qui a consenti aux agendas 2030 des Nations unies et 2063 de l'Union africaine, s'est engagée dans une course à la montre pour l'atteinte des objectifs de parité homme-femme dans les instances dirigeantes. Malheureusement, les récents rendez-vous électoraux qu'a connus ce pays d'Afrique centrale montrent à suffisance que cette course paraît plutôt comme un engagement de politique-policienne qu'une réforme sociale. Pourtant, la femme congolaise représente plus de la moitié de la population et est scolarisée au même titre que les hommes. Pourquoi la société congolaise



n'accorde-t-elle pas autant d'importance au rôle que devrait jouer la femme dans son processus de développement ? Quels sont les freins à l'émancipation de la femme ? Quels sont les enjeux ? Tels sont les différents aspects auxquels il a essayé d'apporter des réponses à travers cet ouvrage constitué de deux parties. La première est consacrée à la présentation de la femme africaine à travers le temps et les âges, à travers deux sous-titres, tandis que la seconde fait un état des lieux sur la question du genre dans le monde et en République du Congo, en apportant des propositions et des suggestions en matière de questions liées au genre et reposant sur des analyses fondées sur des enquêtes de terrain, des entretiens, mais aussi

sur le point de vue de l'auteur. Parlant de la Journée internationale de la femme instituée par les Nations unies, Hervé Thomas Cyriaque Dhello estime qu'au Congo cette journée est devenue celle de l'euphorie pour la simple raison que certaines femmes n'ont pas encore saisi sa quintessence. C'est pourquoi, il profite de l'occasion pour interpeller les dirigeants sur cette question. « Nous voulons que la femme soit grande, celle qui va porter la nation. Nous avons toujours mis la femme devant, sur l'emblème de notre pays. C'est une femme qui tient les valeurs de l'unité, travail et progrès. D'où, au nom de cette journée du 8 mars, nous devons former les femmes, promouvoir l'éducation en faveur de la jeune fille, parce qu'il y a beaucoup de cas de décrochage scolaire à un certain niveau, et ça devient assez inquiétant », a-t-il dit.

Hervé Thomas Cyriaque Dhello est diplômé d'économie de l'Université Marien-Ngouabi. Après une carrière dans plusieurs entreprises congolaises tant publiques que privées, il se lance dans la vie associative dont le Groupe d'expertise sur les réformes institutionnelles en Afrique. Passionné des lettres, il a publié un premier ouvrage dédié à la jeunesse intitulé « Prophétie : Denis Sassou N'Gouesso et la jeunesse ».

Bruno Okokana

Les femmes du CCJ aspirent à une meilleure intégration

A l'occasion de la célébration de la Journée internationale des droits de la femme, les femmes du Conseil consultatif de la jeunesse (CCJ) ont organisé, le 8 mars à Brazzaville, une causerie-débat sur le thème « Femmes et environnement professionnel, cas du Conseil consultatif de la jeunesse ».

Ouvrant la rencontre, le secrétaire exécutif du CCJ, Juste Bernardin Gavet, a indiqué que son but « c'est d'arriver in fine à lever ce qui peut être comme des obstacles ou barrières à un véritable épanouissement des femmes du Conseil consultatif de la jeunesse dans leur milieu professionnel ».

Il s'agit, a-t-il renchérit, d'obtenir des éléments de réponse sur quelques interrogations, notamment sur les types de relations que les femmes du Conseil ont avec leurs collègues hommes; les barrières qui freinent leur épanouissement au sein de l'institution; l'intégration en milieu professionnel...

Prenant tour à tour la parole, les femmes du CCJ ont, entre autres, évoqué la question de l'intégration de



La femme au CCJ a les mêmes droits que les hommes/DR

la femme en milieu professionnel avant de décrire leur environnement marqué par une ambiance favorable, le

respect de la femme, l'élévation de celle-ci au même titre que l'homme. « La femme au CCJ a les mêmes droits que

les hommes », a indiqué l'une d'entre elles.

La parité homme-femme, selon elle, peine à s'imposer

dans la société en dépit de la Constitution qui prône l'égalité. Elles ont aussi soulevé la question de la formation.

En réponse à quelques unes de ses préoccupations, précisément celle de la parité homme-femme, Juste Bernardin Gavet a répliqué en soulignant que cette notion peut paraître utopique étant donné que c'est le souverain primaire qui tranche.

Il a cependant invité les femmes du CCJ à briller par la compétence, l'engagement et la responsabilité qui sont, selon lui, des vertus dans la marche vers de nouveaux échelons, avant de rappeler qu'il était important d'organiser cette causerie-débat afin de voir si, dans le cadre de leur intégration, il y avait des soucis.

Jean Jacques Koumba



**INSTITUT
FRANÇAIS**
DU CONGO



JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA FEMME

MARDI 8 MARS

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

PROGRAMME

10H00 -17H00 :
**EXPOSITION - VENTE D'ARTICLES
DE MODE, PRODUITS BIO ETC.**

HALL

ATELIERS MAQUILLAGE ET COIFFURE

HALL

**STUDIO PHOTO ÉPHÉMÈRE
AVEC LE COLLECTIF ELILI**

PARVIS

**PROJECTIONS DES DOCUMENTAIRES
#TOSALA (AGISSONS !)**

SALLE GIDE

**PRÉSENTATION D'UNE TOILE
DE RAHIM LASCONY**

HALL

17H00 :
**COMÉDIE MUSICALE «MBONGUANA»
PAR L'ONG TOSALA**

SALLE SAVORGNAN

**TOUTE LA JOURNÉE,
ENTRÉE LIBRE ET GRATUITE**



RUSSIE ET UKRAINE

Clés de matières premières stratégiques

Blé, tournesol, titane, aluminium, nickel : la Russie et l'Ukraine jouent un rôle clé dans l'approvisionnement mondial en matières premières stratégiques, à usage industriel ou alimentaire. Les cours mondiaux de nombre d'entre elles ont flambé à des niveaux jamais vus.

Gaz et pétrole

La Russie est l'un des premiers producteurs mondiaux de gaz et de pétrole, et les investisseurs s'affolent d'éventuelles ruptures d'approvisionnement en hydrocarbures. Pour l'instant, les sanctions économiques évitent le secteur de l'énergie mais les Etats-Unis évoquent désormais une interdiction d'importer du pétrole russe. La Russie est le deuxième exportateur mondial de brut.

Les cours du pétrole, qu'il s'agisse du Brent de mer du Nord ou du WTI américain, se sont approchés le 7 mars de leurs plus hauts historiques, dépassant brièvement 130 dollars le baril pour la première fois depuis 2008.

Le prix du gaz a atteint le même jour un record historique en Europe (qui importe 40% de son gaz de Russie), à 345 euros le mégawattheure. Produits agricoles : la Méditerranée dépendante de la mer Noire

La Russie, devenue en 2018 le premier exportateur mondial de blé, est cruciale pour alimenter la planète mais les capacités d'exportation, notamment en tournesol, de

l'Ukraine inquiètent également. Les deux pays sont un grenier à céréales pour le reste du monde. En Europe, le cours du blé flambe depuis le début du conflit pour atteindre lundi un prix inédit, à 450 euros la tonne.

L'approvisionnement en céréales des pays comme l'Egypte, l'Algérie ou d'Afrique sub-saharienne, de plus en plus dépendants des blés russes et ukrainiens, risque de poser des problèmes si les bateaux transportant les blés originaires de la mer Noire sont arrêtés. La situation est aussi très tendue sur le marché mondial des huiles. L'Ukraine est le premier producteur mondial de l'oléagineux et premier exportateur mondial de son huile.

Métaux : automobile et aéronautique en première ligne

Les métaux industriels les plus exposés aux sanctions de la Russie par la communauté internationale sont l'aluminium, le nickel et le palladium.

Le groupe russe Rusal est le deuxième producteur industriel d'aluminium du monde. Ce métal a atteint un nouveau record historique le 7 mars sur la Bourse des



La forte hausse des oléagineux, céréales et hydrocarbures, conséquences de la guerre entre la Russie et l'Ukraine/DR

métaux de Londres, à 4 073,50 dollars la tonne.

En 2019, la Russie était le troisième producteur de minerai de nickel derrière l'Indonésie et les Philippines. Elle figurait en deuxième position pour le nickel raffiné, derrière la Chine.

Selon certaines estimations, 7% du marché mondial du nickel raffiné pourrait être affecté par d'éventuelles sanctions.

Or, le métal, qui bat aussi des records sur les marchés, est l'un des plus demandés sur la planète dans les usines de batteries électriques, censées permettre à l'industrie automobile d'abandonner le pétrole.

Pour le palladium, qui décroche également un record absolu à 3 442,47 dollars l'once, dont la Russie contrôle 50% du marché mondial, l'au-

tomobile est aussi en première ligne. Il est utilisé pour la fabrication des pots catalytiques.

Le titane, métal prisé des aviateurs pour sa légèreté et sa très haute résistance, est également un enjeu indirect du conflit. La société russe VSMPO-Avisma, fondée en 1941 dans l'Oural, est le premier fournisseur de l'aéronautique mondiale.

D'après AFP



**OUVERTURE DES LIGNES
ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!**
après une interruption momentanée de la ligne
Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce
sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo

Désormais
voyagez
JUSQU'À
MBOMO!!

**Brazzaville
ETOUMBI - KELLE**
tous les

MARDIS

SAMEDIS



**Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO**
tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60

Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

NORD-KIVU

La ville de Goma marquée par trois événements majeurs

Les dernières éruptions volcaniques de 1977, 2002 et 2021 ont profondément marqué le chef-lieu de la province du Nord-Kivu. Toutefois, par son caractère soudain, l'éruption du Nyiragongo de 2021 a eu le plus large écho au niveau international. Elle a mis en évidence les difficultés de la prévision et même de la gestion d'un tel événement. A l'approche du premier anniversaire du drame qui a secoué la ville de Goma, Le Courier de Kinshasa s'interroge sur le sort des différentes résolutions prises par les autorités du pays.

Goma reste l'une des villes les plus touristiques de la République démocratique du Congo (RDC). Pourtant, elle n'est pas épargnée par des tensions politico-militaires et d'un terrible phénomène géologique : les volcans. Il y a le Nyiragongo et le Nyamulagira, deux volcans qui appartiennent à la chaîne des Virunga. Actuellement, ils sont classés parmi les volcans les plus actifs au monde et constituent une menace pour les autochtones qui ne disposent pas de suffisamment d'informations quant au moment de l'éruption. Le plus actif est sans aucun doute le Nyiragongo.

Trois éruptions en 45 ans

Du haut de ses 3 470 m, il surplombe les villes de Goma, dans l'est de la RDC, et de Gisenyi, au Rwanda voisin.

Depuis les années 1970, le Nyiragongo est entré en éruption à trois reprises. En 1977, les coulées de lave ont fait de nombreuses victimes. Elles se sont arrêtées à près de 500 m de l'aéroport de Goma, occasionnant la destruction des villages et des champs de culture. Vingt-cinq années plus tard, en 2002, la ville est de nouveau aux prises aux laves du volcan. Les coulées ont traversé Goma et détruit 10 % de la ville. A cette époque, il faut signaler la décision des autorités d'améliorer la surveillance des deux volcans à travers l'érection d'un centre autonome de recherche. Enfin, il y a 2021, dix-neuf ans plus tard. En l'absence de signaux précurseurs, il y a eu une nouvelle éruption volcanique le 22 mai. Son caractère soudain a suscité de nombreuses interrogations sur la ca-

pacité réelle du pays à surveiller le volcan, prendre des mesures de précaution et mettre en œuvre les procédures d'alerte et de communication.

Comme le notent les experts, les éruptions volcaniques sont souvent précédées par des jours, des semaines, des mois, voire des années d'activité préalable qui reflètent le mouvement ou la pression du magma. Ces signes sont, par exemple, les tremblements de terre détectables par les seuls sismographes, la déformation de la surface du sol, les émissions de gaz et autres anomalies thermiques. Tous ces phénomènes ne sont détectables qu'à l'aide d'équipements adaptés (arpentage, GPS ou imagerie par satellite) qui ont par le passé fait défaut au pays. La collecte et l'analyse des données se font avant, pendant et

après l'éruption. La capacité de surveiller reste une étape cruciale pour réduire les risques de catastrophes volcaniques.

Des avancées dans la surveillance

En RDC, il y a eu après 2002 un effort d'amélioration de la surveillance pour pallier les risques liés à leurs éruptions. La station de géophysique de Goma du centre de recherche en science naturelles de Lwiro a été élevée au rang de centre autonome de recherche dénommé Observatoire volcanologique de Goma par arrêté ministériel du 13 avril 2009. Sa mission est d'arriver à mieux comprendre et à surveiller scientifiquement les volcans actifs des Virunga et du Lac Kivu. La finalité est d'arriver à alerter l'autorité politico-administrative d'une éventuelle

éruption. Il s'agit d'une surveillance qui s'appuie sur des observations régulières et sur un réseau instrumental réparti sur différents sites, en collaboration avec plusieurs partenaires étrangers. La question est d'autant plus stratégique que l'on ne dispose pas d'éléments sur l'impact environnemental de ces éruptions, notamment le risque de pollution des eaux profondes du Lac Kivu. Dans le cadre des efforts d'amélioration de la surveillance, il a été convenu justement de l'organisation d'une conférence internationale sur la surveillance et la gestion des risques volcaniques dans la région des Virunga dont la première édition devrait avoir lieu cette année. Ce sera une occasion de faire le point sur le sort des différentes résolutions.

Laurent Essolomwa



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

SOCIETE YA BISO MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie



Assurance tous risques
chantier

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO



JOURNÉE DU 8 MARS

Les femmes des médias sensibilisées au leadership responsable

La rencontre organisée la veille de la célébration de la Journée internationale de la femme par le département Genre de l'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa) a tourné autour du thème « Leadership féminin dans les médias ».

Le département Genre de l'Olpa a organisé, le 7 mars à son siège de Kasa-Vubu, à Kinshasa, une journée de réflexion avec les femmes journalistes, sous la facilitation de la cheffe du département Genre de l'Olpa, Nancy Zombo. A cette occasion, la secrétaire exécutive par intérim de l'Olpa, Chancelle Nsingi, a axé sa communication sur la portée réelle de la journée de la femme et du message de l'ONU. Elle a donné l'historique de la Journée internationale de la femme et son thème de cette année, avant de se pencher sur la théâtralisation du 8 mars en République démocratique du Congo (RDC), et le fonctionnement du Département Genre de l'Olpa.

Pour l'oratrice, la Journée des femmes ou Journée internationale pour les droits des femmes a été instituée dans le but de réfléchir sur les conditions des femmes dans le monde et pour lutter contre les inégalités face aux hommes. Et de noter que les origines de cette journée s'inscrivent dans un contexte de lutte des femmes au début du XXe siècle pour acquérir des droits déjà accordés aux hommes (le droit de vote, par exemple), de meilleures conditions de travail et l'égalité entre hommes et femmes. « La première journée nationale des femmes eut lieu le 28 février 1909 aux États-Unis d'Amérique suite à une déclaration du parti socialiste américain », a-t-elle soutenu.

Les femmes dans l'action climatique

S'appuyant sur le thème international de cette année, Chancelle Nsingi a rappelé que l'ONU a insisté sur une forte mobilisation pour l'action climatique en faveur des femmes, par les femmes. « Se basant sur les dernières données, l'ONU est d'avis qu'il y a un lien vital qui existe entre le genre, l'équité sociale et les changements climatiques. Les femmes et les filles subissent les plus forts impacts de la crise climatique, car celle-ci amplifie les inégalités existantes entre les sexes et met la vie et les moyens de subsistance des femmes en danger », a-t-elle expliqué. Et de fair



Les orateurs et des participantes lors de la rencontre./DR

remarquer que dans le monde entier, les femmes dépendent davantage des ressources naturelles, bien que l'accès à celles-ci soit moindre; par ailleurs, elles portent souvent une responsabilité disproportionnée dans l'obtention de la nourriture, de l'eau et du carburant.

Théâtralisation du 8 mars en RDC

La secrétaire exécutive par intérim de l'Olpa s'est étonnée qu'« au lieu de réfléchir sur la

vendeuses de pagne, les couturiers et tenanciers des bars ou bistrotts font de bonnes affaires, etc. « Chose grave, le fameux pagne n'est plus cousu avec décence, mais il est plutôt sexy », a-t-elle regretté.

Appelant à une réflexion de la part des femmes des médias, Chancelle Nsingi pense qu'il est grand temps pour ces dernières de s'impliquer aussi dans la sensibilisation de la gent féminine sur l'essence même de cette journée.

données sur les femmes journalistes de toute la République est bien coordonné et apporte le counseling », a-t-elle souligné, notant que les femmes des médias ont bénéficié de l'aide d'urgence des partenaires extérieurs grâce audit département. Ce département, qui célèbre à sa manière, depuis cinq ans, la Journée internationale des femmes, en privilégiant le renforcement des capacités, veille aussi à ce que les activités organisées par le département d'études et pla-

très peu de femmes sont leaders dans ce secteur. S'appuyant sur une étude réalisée en 2019 par l'Union congolaise des femmes des médias, elle a indiqué que les femmes représentent près de 30% des professionnels des médias dans le pays. Ce qui est, selon elle, nettement insignifiant par rapport à leurs collègues masculins. « De nos jours, il est rare de voir la direction des informations, de publication ou la rédaction en chef d'un média être confiée à une femme, quel que soit son niveau de formation », a-t-elle regretté.

Des recommandations pour changer la donne

Après réflexion et échanges, les participantes à cette rencontre ont, à leur tour, formulé certaines recommandations en vue de faire changer la donne. Elles ont notamment exhorté l'Olpa à pouvoir effectuer des descentes sur le terrain pour s'imprégner de la réalité dans les rédactions et mener des plaidoyers auprès des responsables des médias pour l'accès des femmes à des postes de responsabilité.

Aux femmes journalistes, elles ont recommandé de s'armer du courage pour dénoncer l'injustice et le harcèlement. Les femmes des médias ont également été appelées à être plus compétitives et à éviter le comportement qui frise la légèreté.

Lucien Dianzenza

« Se basant sur les dernières données, l'ONU est d'avis qu'il y a un lien vital qui existe entre le genre, l'équité sociale et les changements climatiques. Les femmes et les filles subissent les plus forts impacts de la crise climatique, car celle-ci amplifie les inégalités existantes entre les sexes et met la vie et les moyens de subsistance des femmes en danger »

condition de la femme ou la jouissance de ses droits fondamentaux, 85% des femmes congolaises assimilent le 8 mars à une journée festive ». A l'en croire, certaines d'entre elles, au passage, désertent les lieux de travail, d'autres telles les étudiantes font l'université buissonnière, les ménagères s'éclipsent momentanément des foyers pour s'amuser, les

La secrétaire exécutive par intérim de l'Olpa a conclu sa communication en expliquant brièvement les actions du département Genre de cette organisation. A l'en croire, cette entité focalise ses activités sur le travail de la femme journaliste ou travaillant dans les organes de presse, principalement celle victime des violences dans le cadre de son travail. « Un service des

nification tiennent compte de la parité homme-femme.

Etat des lieux du leadership féminin dans les médias en RDC

Le rapporteur adjoint de la Commission de discipline et d'éthique de l'Union nationale de la presse du Congo, Pauline Bukasa, abordant la question du leadership féminin dans les médias congolais, a fait savoir que

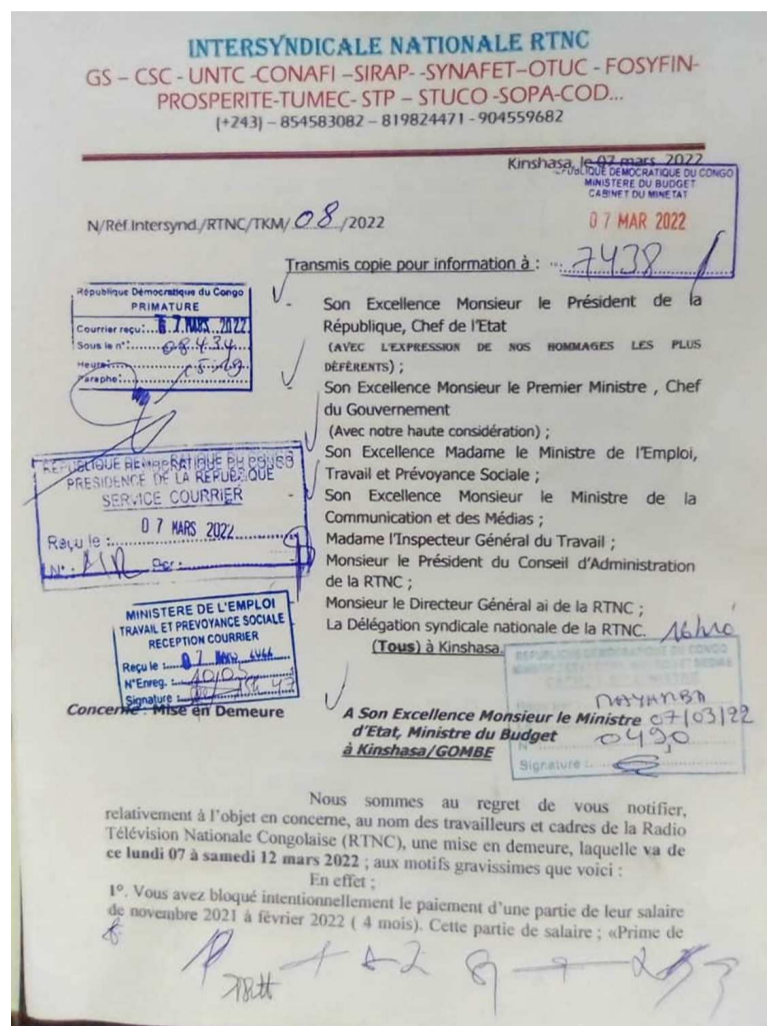
ARRIÉRÉS DE SALAIRES À LA RADIODÉVISION NATIONALE

Une mise en demeure adressée au ministre du Budget

Dans une correspondance adressée le 7 mars au ministre en charge du Budget relative à la situation des salaires des travailleurs de la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC), l'intersyndicale nationale/RTNC vient de lui signifier une mise en demeure qui part de cette date au 12 mars.

L'intersyndicale nationale, au nom des travailleurs de la RTNC, reproche au ministre du Budget d'avoir bloqué intentionnellement le paiement d'une partie de quatre mois de salaires de ces travailleurs, soit de novembre 2021 à février 2022. « Cette partie de salaire : prime, motivation spéciale dont vous connaissez bien les contours, a été une instruction ferme de son excellence monsieur le Premier ministre, pour régulariser (réparer) une injustice », a souligné l'intersyndicale. Cette structure rappelle au ministre en charge du Budget que ces instructions dont il est question lui ont été données suite au sit-in organisé, du 11 au 16 novembre 2021, à la Primature, au Parlement et à la Présidence de la République pour réclamer réparation. Elle fait savoir que cet arriéré n'a été payé, le 31 décembre dernier, que pour le mois d'octobre 2021. « Malgré des multiples rappels de votre collègue, son excellence monsieur le ministre de la Communication et des Médias, vous avez gardé silence », est-il écrit dans la correspondance.

L'intersyndicale nationale reproche également au ministre en charge du Budget d'avoir refusé, pour des raisons qui lui sont propres, « de contresigner le barème salarial 2022 de la RTNC, bloqué sur son bureau depuis juin 2021 ; pourtant si-



gné par l'employeur RTNC, le président du Conseil d'administration de ce média public, ainsi que par son collègue en charge de la Communication et des Médias, qui le lui avait, en outre, transmis ».

Appelant le ministre du Bud-

get à payer ces quatre mois de salaires indument retenus, l'intersyndicale nationale/RTNC dit également attendre de lui la correction de cette entorse sur les revendications de ces travailleurs et cadres en contresignant leur barème salarial et en l'intégrant



dans le collectif budgétaire, pour leur bénéfice à la paie du second trimestre 2022, au mois d'avril prochain.

Cette structure brandit, par ailleurs, la détermination des agents et cadres de la RTNC à s'assurer véritablement et d'entamer

la procédure légale qui leur est reconnue par la Constitution de la République démocratique du Congo, si, au-delà du délai annoncé, des solutions ne sont pas données.

Lucien Dianzenza

TABLE RONDE

Des regards se croisent sur les évolutions des cadres juridiques en Afrique

À l'occasion des évolutions des cadres juridiques en Afrique, la Fondation Paris-Saclay Université, avec le concours de l'AJAP, a organisé une table ronde réunissant des spécialistes de droit public depuis la Salle Georges Vedel.

Les étudiants du master 2 Achat public, membres de l'Association des juristes de l'achat public (AJAP), ont organisé, le 7 mars, une table ronde autour du thème « Regards croisés sur les évolutions des cadres juridiques en Afrique : focus PPP et marchés publics ».

Après des propos introductifs de Me Peyrical, maître de conférences des universités, cette conférence en ligne, modérée par Me Nsalou Nkoua, avocat au barreau de Paris, a permis de passer en revue les évolutions des cadres juridiques en Afrique.

Autour d'une analyse comparée de ces évolutions concernant ces vingt dernières années, les échanges ont porté sur l'intérêt de réformer des codes de marchés publics en



Des intervenants à la Conférence en ligne PPP de Saclay du 7 mars 2022/DR

vue de leur adaptation aux enjeux africains. Ont été abordés également le rôle du juge dans la protection des droits des candidats aux appels d'offres,

la dématérialisation des procédures pour lutter contre la fraude, le poids des directives et règles de bailleurs internationaux, ainsi que la dyna-

mique d'une harmonisation régionale.

Successivement, sont intervenus des spécialistes en droit public. Parmi eux, Lukas Peri-

chon, docteur en droit public ; Zahra Boukeaba, doctorante de l'IEDP en droit des contrats public ; John Dicka, doctorant en droit ; Papa Gallo Lakh, magistrat conseiller référendaire à la Cour des comptes du Sénégal et Me Peyrical.

Dans leurs mots respectifs de clôture, Me Nsalou Nkoua et Me Peyrical ont insisté, d'une part, sur le besoin de formation de cadres africains, et, d'autre part, sur la nécessité de créer des partenariats interuniversitaires.

C'est, d'ailleurs, dans ce sens que la chaire « Achat public » a déjà mis en place des formations dédiées au public africain sur la passation des marchés, le management des contrats et la lutte contre la corruption.

Marie Alfred Ngoma

MUSIQUE

Du matériel ultra moderne pour Pointe-Noire

La présentation officielle du matériel acquis par Vision TV et dédié au spectacle a été faite, le 4 mars, au km4 ouest, au cours d'une soirée baptisée « Pelissa Ngwasuma ».

Redorer le blason du Congo en matière d'organisation de spectacles de qualité, en général, et redonner à Pointe-Noire son lustre d'antan de plaque tournante de la musique et du spectacle et grenier des jeunes talents, en particulier, telles sont les motivations de Vision TV, organisatrice de spectacles et d'événements de grande envergure. Ainsi, Brice Mougounga, son promoteur, à travers le matériel acquis de dernière génération, veut révolutionner le monde du spectacle.

Un matériel modulable fait d'équipements de sonorisation, de régie, de scène, de la lumière et tenu par des techniciens hors pair, outillés dans les spectacles sons et lumière de grande facture. « Notre matériel peut supporter un spectacle pouvant contenir jusqu'à 30 000 personnes. Nos écrans font 8,40 m de long sur 4, 50 m de hauteur avec la possibilité de les moduler pour en faire un écran de 16 m sur 4,50 m en version 4k. Ce matériel comprend aussi des enceintes soit 12 pièces de 18 720 watts cha-



Une vue de la scène lors de la présentation du matériel de Vision TV/Adiac

cune, des subwoofer de 2400 watts, des Line Array de 1560 watts soit une sonorisation qui peut atteindre jusqu'à 90 000 watts. La scène fait 12 m de long sur 10 m de large. Modulée, elle peut offrir une façade de 44 m, sans oublier les autres commodités d'usage pour tout spectacle complet. Le matériel

d'amplification, les différents microphones, les guitares, percussions, les instruments à cuivre, les drums et cymbales sont les autres matériels disponibles et offerts par Vision TV », a dit Brice Mougounga en présentant le matériel.

« Le but de Vision TV est d'apporter sa pierre pour l'éclosion

de notre culture et de notre musique. A l'orée de la célébration du centenaire de la ville de Pointe-Noire, nous voulons accompagner ce moment commémoratif et festif. Notre but est aussi de propulser des jeunes talents en faisant leur promotion par l'organisation des concerts. Ce n'est qu'en cela

que nous pouvons aider notre jeunesse », a-t-il conclu.

Pour le promoteur de Vision TV, « la méthode de la structure est d'écouter, de proposer et de conseiller en s'appuyant sur l'expertise technique et les expériences professionnelles et personnelles des chefs d'équipe ». Après la présentation technique du matériel, les artistes musiciens Sosey, MLG Mochristo, Varan de Komodo, Nestelia Forest se sont succédé au podium sous les feux des projecteurs et de leur lumière tamisée, des effets électro-acoustiques de la sonorisation sous les ovations du public ravi et enthousiaste.

Signalons que Vision TV a été créée le 4 décembre 2020. Elle est spécialisée dans la régie d'événements, les techniques de sonorisation, l'éclairage, l'aménagement scénique avec la vocation de mettre en valeur tous les types d'événements publics ou privés : cérémonies, spectacles, portes ouvertes, inaugurations, lancements de produits.

Hervé Brice Mampouya

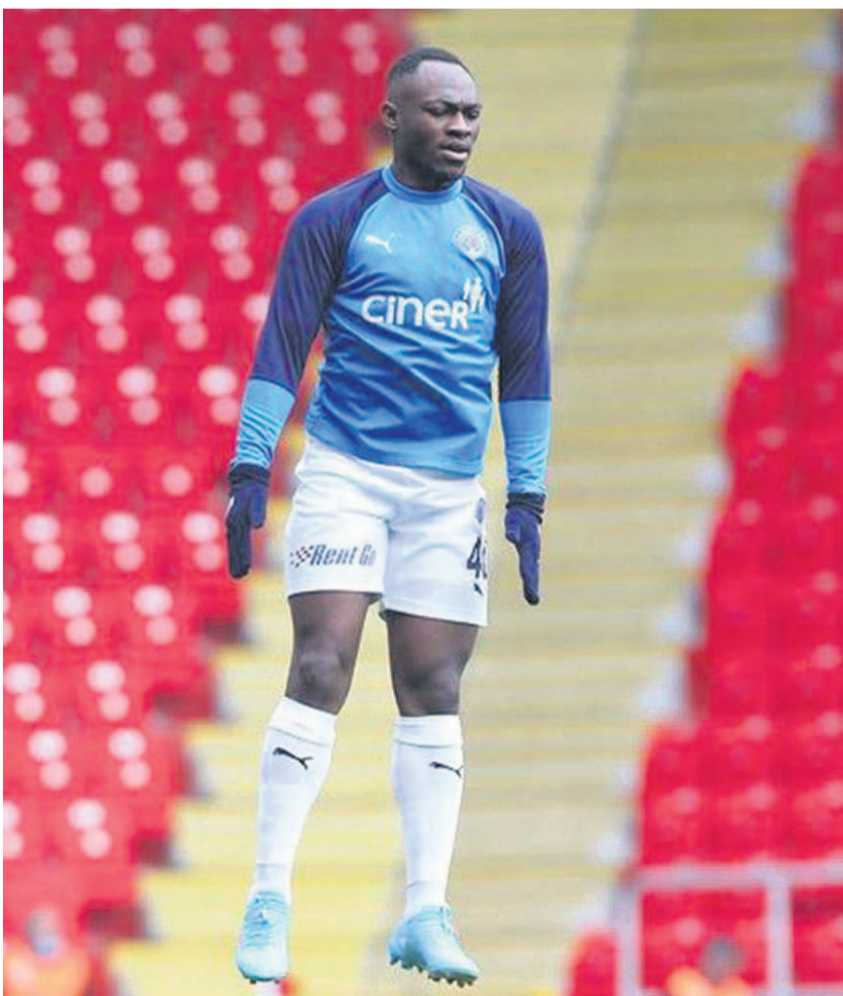
CDM QATAR 2022

La prestation des Congolais avant le match contre les Marocains

Des Congolais performant en clubs à l'étranger à quelques jours du match crucial des barrages pour la Coupe du monde (CDM) Qatar 2022, à l'instar de Jackson Muleka qui émerveille à Kasimpasa, en Turquie, de Théo Bongonda en Genk, en Belgique...

A plus ou moins deux semaines du match aller des barrages des éliminatoires de la CDM Qatar 2022 entre les Léopards de la République démocratique du Congo (RDC) et les Lions de l'Atlas du Maroc au stade des Martyrs de Kinshasa, l'effervescence monte au sein de l'opinion sportive. Les yeux sont rivés sur la prestation des internationaux congolais en Europe et à travers le monde, leurs performances, afin de se faire une idée sur la forme des joueurs que le sélectionneur Hector Cuper retiendra pour la double rencontre cruciale entre les deux pays. Et la semaine dernière, plusieurs d'entre eux ont émergé du lot dans leurs clubs respectifs.

C'est le cas, par exemple, du jeune attaquant Jackson Muleka, prêté par Standard de Liège, en Belgique, au club turc de Kasimpasa. En quatre sorties, la pépite formée à la Katumbi Académie de Lubumbashi et ancien meilleur



Jackson Muleka

leur buteur de la Ligue des champions d'Afrique avec le Tout Puissant Mazembe a déjà inscrit quatre buts en quatre apparitions dont une seule titularisation.

Aussi a-t-il été l'artisan de la victoire à l'arrachée de son club face à Goztepe par trois buts à deux. Jackson Muleka a signé un doublé. Pour sa part, le néo-international Théo Bongonda a été buteur lors du match nul de deux buts partout entre son club, Genk, et le Cercle de Bruges. Tout de suite après le match, il a pris son avion pour Kinshasa, afin de récupérer son passeport de service, étant de fait éligible pour les matches du 25 et 29 mars.

Un autre buteur du week-end, c'est le milieu offensif de Fulham en Championship anglaise (D2 anglaise), Neeskens Kebano. Il a inscrit l'un des deux buts de son club, victorieux de Blackburn. Fulham est premier de la D2 anglaise et en passe de revenir en Premier League. Notons

aussi le but de Samuel Moutoussamy avec Nantes contre Monaco en demi-finale de la Coupe de France. Qualifié aux tirs au but, après un nul de deux buts partout, Nantes disputera la finale de la Coupe de France contre Nice. Parti pour la Thaïlande, l'attaquant Jonathan Bolingi Mpangi se refait la santé, buteur avec Buriram United, actuel leader du championnat thaïlandais.

D'autres internationaux semblent en forme, notamment le défenseur central, Chancel Mbemba de Porto, au Portugal, qui a même été désigné meilleur défenseur en février, alors l'attaquant Britt Assombalonga d'Adana Demirspor où il a déjà inscrit dix buts en vingt-sept sorties, en égalité avec son coéquipier, l'Italien Mario Balotelli, qui cependant compte plus de matches que le fils de l'ancien international congolais Assombalonga. L'on attend fiévreusement le regroupement des joueurs et enfin la double confrontation RDC - Maroc pour en avoir le cœur net.

Martin Engimo

SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET N° 005/PDCE/2022
REPUBLICQUE DU CONGO

PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR L'EMPLOYABILITE (PDCE)

EN VUE DU RECRUTEMENT DU TROISIEME CHAUFFEUR DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES POUR L'EMPLOYABILITE (PDCE)

N° du prêt : IDA - 6815 - CG / N° de référence :

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un financement de l'Association internationale de développement (IDA) pour financer le « Projet des de Développement des Compétences pour l'Employabilité (PDCE) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat : « Troisième chauffeur du PDCE ».

I. Objectif du poste :

Le (la) titulaire du poste sera chargé (e) des tâches suivantes :

- Conduire les véhicules de l'UGP/PDCE, ses agents et les consultants en mission ;
- Assurer les courses de l'UGP/PDCE ;
- Assurer la distribution du courrier, des documents et colis dans les administrations ;
- Assurer les formalités d'accueil et de départ des agents de l'UGP / PDCE en mission ;
- Assurer certaines tâches protocolaires ;
- Assurer l'acheminement correct des biens et services nécessaires aux activités du PDCE
- Assurer l'entretien des véhicules ;
- Assurer le suivi quotidien des véhicules
- Retirer les courriers et colis reçus ;
- Préparer les voyages et les réservations d'hôtels des agents de l'UGP/PDCE et consultants en mission ;
- Utiliser les véhicules selon les normes techniques et les procédures du PDCE
- Tenir un carnet de bord quotidien pour ses déplacements ;
- Accompagner les membres du personnel du PDCE ;
- Transporter les consultants et partenaires du PDCE en mission dans le respect des règles de circulation nationale, selon les plannings du programme et les directives de l'administration.
- Accompagner les personnes désignées lors des séminaires ;
- Accompagner l'assistant administratif dans la distribution et le ramassage du courrier du PDCE
- Suivre les dates d'expiration des visites techniques et assurances ;
- Effectuer le plein du réservoir ;
- Prévenir l'utilisateur des besoins de réparation du véhicule ;
- Établir les rapports mensuels sur l'état du véhicule ;
- Établir les rapports après chaque mission sur l'état du véhicule ;
- S'assurer du bon état de marche du véhicule en conduisant les véhicules au garage agréé pour les vidanges périodiques et les réparations.
- Maintenir permanemment les documents du véhicule à bord et s'assurer de leur validité ;
- Résoudre les pannes techniques mineurs ;
- Prévenir l'administration des réparations importantes à effectuer ;
- Veiller à la propriété du véhicule ;
- Reporter dans le carnet de bord la consommation de carburant et le kilométrage en début et en fin de la journée et toute information relative à l'entretien du véhicule ;
- Inspecter et préparer le véhicule la veille du départ afin d'être prêt à l'heure ;
- Préparer le matériel supplémentaire à emporter en fonction des besoins (carburant, stickers, drapeaux, outils, kit médical) ;
- Participer au chargement et au déchargement du véhicule ;
- Toutes tâches confiées par le coordonnateur du PDCE dans le cadre de ses activités

II - Qualifications, expérience, compétences et aptitudes requises :

- Être titulaire d'un niveau minimum d'études secondaire sanctionné

par un BEPC ou équivalent

- Avoir un permis de conduire valable (catégories B, C et D) datant d'au moins 3 ans ;
- Avoir une expérience professionnelle au moins de deux ans en tant que chauffeur, dans une entreprise, dans un projet, en matière de conduite en zone urbaine ou rurale ;
- Avoir une capacité de travailler en équipe
- Avoir des connaissances pratiques en mécanique auto
- Être organisé et avoir une bonne capacité de gérer son temps ;
- Être discret, prudent, respectueux, courtois et disponible ;
- Avoir une bonne connaissance du français (écrit et oral) ; l'anglais est un atout.
- Avoir une personnalité souple et proactive ;
- Avoir le sens élevé du devoir professionnel, de l'honneur et de la responsabilité

III. Durée et lieu de la mission :

Le chauffeur sera recruté pour une durée d'une année renouvelable sous réserve de l'évaluation semestrielle et annuelle satisfaisante de ses performances et ce jusqu'à la fin du projet, après une période probatoire de six (6) mois au cours de la première année ;

IV. Dossier de candidature :

- Une lettre de motivation ;
- Un permis de conduire à jour de catégorie D ou plus ;
- Un CV détaillé ;
- Copie certifiée des diplômes et attestations ;
- Les références d'au moins un employeur (de préférence les superviseurs directs) ;
- Un casier judiciaire ;
- Un certificat de nationalité.
- Un certificat médical attestant le parfait état de santé.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de ladite mission, tous les jours ouvrables de 8 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous.

V. Méthode de sélection

La sélection du consultant se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI) de la Banque Mondiale de juillet 2016, révisée en novembre 2017 et août 2018.

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermés à l'adresse ci-dessous au plus tard le 25 mars 2022 à 13 h 00 et porter clairement la mention « Troisième chauffeur du PDCE »

Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : du lundi au vendredi de 09 h à 14 h.

Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en personne, par courrier, par facsimile ou par courrier électronique au plus tard le 25 mars 2022 à 13 h 00 (heures locales)

Secrétariat du PDCE

A l'attention du Coordonnateur

Unité de Gestion du PDCE

Adresse : 298 rue Voula derrière la MUCODEC du Plateaux des 15 ans

Tél : (00242) 06 534 89 39

Email : contact@pdce-congo.com

Auxence Léonard OKOMBI

ALLEMAGNE

L'immigration, une chance pour le pays

Depuis 2015, le regard des Allemands a évolué favorablement pour l'immigration. Une étude de la fondation Bertelsmann note une baisse de scepticisme à l'égard de l'immigration.

Christian Osterhaus de Don Bosco Mondo défend la culture de l'accueil. « Nous n'excluons plus les gens », a-t-il déclaré. Lui et son association se sont occupés de réfugiés en 2015. « Nous voulions offrir à ces personnes un nouveau foyer », se souvient-il. Dans son étude intitulée « Willkommenskultur », le regard des Allemands a été à l'égard de l'immigration. Les Allemands se montrent de plus en plus favorables à l'immigration qu'il y a encore quelques années. « Notre enquête montre que si le scepticisme à l'égard de l'immigration est toujours très répandu en Allemagne, celui-ci a baissé de façon continue ces dernières années », explique Ulrike Wieland, co-auteur de l'étude. « Un plus grand nombre de personnes perçoit désormais les avantages de l'immigration, notamment l'économie. Concernant l'intégration, nous constatons que les personnes interrogées sont plus nombreuses que les années précédentes à considérer l'inégalité des chances et la discrimination comme des obstacles importants à l'intégration », a-t-il ajouté.

Aujourd'hui, de nombreux Allemands voient l'immigration comme l'une des solutions face aux problèmes démographiques et économiques du pays.

Ainsi, deux tiers des personnes interrogées pensent que l'immigration peut contribuer à équilibrer une société vieillissante. Plus de la moitié considère que l'arrivée de migrants pourrait compenser la pénurie actuelle de travailleurs qualifiés. De la même manière, une personne sur deux estime que l'immigration financera le système de retraites.

Un cinquième de la population voit les réfugiés d'un mauvais œil

Toutefois, près de 70 % affirment aussi que les réfugiés représentent une charge supplémentaire pour l'Etat-providence et craignent aussi l'apparition de conflits entre étrangers et personnes nées et élevées en Allemagne. Beaucoup s'interrogent également sur l'intégration des élèves immigrés. Enfin, une importante différence de perception existe entre les travailleurs immigrés qualifiés, acceptés par plus de 70 % de la population, et les demandeurs d'asile et réfugiés, qui bénéficient de moins de 60 % d'opinions favorables. Plus d'un tiers des personnes interrogées (36 %) estiment que le pays ne peut accueillir davantage de réfugiés. En 2017, ce chiffre s'élevait toutefois à 54 %. Enfin, une personne sur cinq



Le camp de réfugiés de porte de la Chapelle va fermer ses portes à la fin du mois. Un nouveau dispositif de l'Etat est mis en place. LP/Come Persat voit les réfugiés comme des « invités temporaires » qui n'ont pas besoin d'être intégrés dans la société.

Faire travailler ensemble les politiques et les sociétés civiles

Les personnes issues de l'immigration restent sous-représentées dans la vie politique allemande et n'accèdent pas aux postes de direction dans les entreprises et dans les médias. La nouvelle coalition composée des sociaux-démocrates du SPD, des Verts

et des libéraux du FDP, a promis de nouveaux efforts en matière d'intégration. Le gouvernement envisage de permettre aux demandeurs d'asile déboutés de pouvoir rester en Allemagne de manière permanente dès lors qu'ils ont la maîtrise de la langue allemande et trouvé un emploi. Le regroupement familial pourrait également être étendu à tous les réfugiés et l'accès à la nationalité allemande plus facile. La chercheuse Ulrike Wieland pense que ces annonces vont

dans le bon sens. Mais elle invite « l'Allemagne à développer une image positive d'elle-même en tant que pays d'immigration. Pour y parvenir, les politiques et la société civile doivent travailler ensemble. Ils doivent activement construire une société diversifiée ». Mais l'arrivée de migrants en Allemagne a été accompagnée de la montée en puissance du parti d'extrême droite et anti-immigration AfD.

Noël Ndong

NÉCROLOGIE

La famille Tsiememissou et Stanislas Okassou ont l'immense tristesse d'annoncer aux parents, amis et connaissances de Makoua, Brazzaville et Pointe-Noire, le décès de leur fille, sœur, nièce, cousine et mère Natacha Tsiememissou, survenu le 20 février 2022, à Brazzaville.

Le deuil se tient au n°308 de la rue Loudima, non loin de l'avenue Mgr Benoit Gatsongo, ex-avenue des Chars, à Ouenzé.

Le programme des obsèques se présente comme suit :

Mercredi 9 mars 2022 :

9h00 : levée de corps à la morgue de l'hôpital de Talangai ;

10h00 : départ pour le cimetière privé Bouka-Kintélé ;

12h00 : retour au domicile familial et fin de la cérémonie.



Rosalie Bindika, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, Diakabana Victor, Batamio Germain, Tsiankolela Maxel Freddy et la famille Kahunga ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur mère, sœur, belle-mère, grand-mère Loukoula Véronique (mère Véro), survenu, le 28 février 2022, au centre hospitalier universitaire de Brazzaville(CHU).

La veillée mortuaire a lieu au n°60, de la rue Mounoundji, au quartier Massina (reference arrêt boulangerie en allant vers l'hotel Exa)

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement. Que le Seigneur accueille dans son royaume l'âme de sa servante mère Véro.



OFFRE D'EMPLOIS – AMBASSADE DES ETATS-UNIS A BRAZZAVILLE

L'Ambassade des Etats Unis à Brazzaville lance une campagne de recrutement du 25 Février au 11 Mars 2022, pour les postes suivants :

1. Welder (Soudeur)
2. Guard (Agent de Sécurité)
3. Radio/Telephone Technician (Technicien Radio/Telephone)
4. Janitor (Agent d'Entretien)
5. Administrative & Work Control Assistant (Assistant Administratif & Contrôle des travaux)

EXIGENCES DES POSTES & COMMENT POSTULER : Veuillez visiter le site web :

<https://erajobs.state.gov/dos-era/cog/vacancysearch/searchVacancies.hms>

NB :

-Dans le but de créer un environnement accueillant pour tous, la mission américaine à Brazzaville invite les candidats de divers horizons à postuler.

-Seules les candidatures soumises par voie électronique seront traitées.

DIABLES ROUGES

Paul Put plaide pour un stage au Maroc ou en Turquie

Exemptés du tour préliminaire des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2023 et non qualifiés pour les barrages de la Coupe du monde 2022, les Diables rouges ont un programme pour ce mois de mars qui s'écrit en pointillé.

Le sélectionneur national, Paul Put, a assuré avoir fait des propositions pour une mise au vert au Maroc ou en Turquie, renvoyant ainsi la balle dans le camp du gouvernement et des gestionnaires du football national.

« C'est un programme chargé, mais nous ne savons pas si nous ferons un stage ou pas. J'ai fait mes propositions pour aller soit au Maroc, soit en Turquie parce que dans ce pays, il y a aussi des sélections africaines qui vont se préparer sur place. Nous avons besoin des matches amicaux. Il faut nous donner la possibilité de jouer pour préparer l'équipe. J'attends le signal que tout est validé pour convoquer les joueurs », a expliqué Paul Put, la semaine dernière, lors de la visite du chantier du Centre technique d'Ignié.

Paul Put a, entre autres, mission de qualifier le Congo à la phase finale de la CAN 2023. La dernière participation des Diables rouges à cette compétition remonte à 2015 quand ils avaient atteint les quarts de finale. Depuis que la compétition a changé de format, passant de seize à vingt-quatre, les Congolais la suivent à la télé.



Paul Put, le sélectionneur des Diables rouges/Adiac

Les victoires de demain se préparent aujourd'hui. Le Onze national pourrait profiter de cette première fenêtre internationale d'après la phase de poules des éliminatoires de la Coupe du monde pour affûter leurs armes. Le mois de juin pourrait être décisif d'autant plus qu'il sera

marqué, sauf changement de dernière heure, par quatre journées des éliminatoires de la CAN 2023.

Entre-temps, les autres sélections ne vont pas chômer, car le mois de mars, rappelons-le, sera marqué notamment par les barrages de la Coupe du

monde 2022 au cours desquels, l'Afrique sélectionnera ses cinq qualifiés pour la phase finale. Ces rencontres décisives se disputeront en aller et retour entre le 24 et le 29 mars. Les Léopards de la République démocratique du Congo affronteront les Lions de l'Atlas du Maroc, pendant

que les Pharaons d'Egypte joueront contre les Lions de la Teranga du Sénégal. Les Lions Indomptables du Cameroun seront, quant à eux, aux prises avec Fennecs d'Algérie. Les Blacks stars du Ghana en découdront avec les Super Eagles du Nigeria, puis le duel entre les deux aigles, notamment ceux du Mali face à ceux du Carthage de la Tunisie.

Les rencontres des préliminaires de la CAN, lesquelles mettront aux prises les douze sélections les moins classées sont aussi au menu. L'Erythrée-Botswana, São-Tome et principes- Iles Maurice, Djibouti-Soudan du sud, Seychelles-Lesotho, Somalie-Eswatini et Tchad-Gambie, telles sont les affiches du 21 mars. Les six sélections qualifiées vont rejoindre les quarante-deux autres dont le Congo.

D'autres sélections africaines, non concernées par ces deux rendez-vous, disputeront les matches amicaux internationaux. La Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud, par exemple, affronteront tour à tour la France. Paul Put obtiendra-t-il gain de cause ? les prochains jours nous le diront.

James Golden Eloué

SANTÉ PUBLIQUE

Un Centre de santé intégré pour les habitants de Mbomandzoko

Situé à 54 kilomètres du district de Mbomo, dans le département de la Cuvette-Ouest, le village Mbomandzoko sera bientôt doté d'un Centre de santé intégré (CSI), financé par l'organisation non gouvernementale (ONG) Ali Per Volare Onlus que préside Rino Martinez Gaspare, basée à Palerme, en Italie, et ses partenaires.

Débutés en fin 2019 à l'issue du protocole d'accord signé entre le ministère de la Santé et de la Population avec l'ONG Ali Per Volare Onlus, le 14 octobre de la même année, les travaux de construction du CSI de Mbomandzoko, réalisés par JAD prestations d'Alexis Dekou, sont arrivés à terme. C'est ce qu'a fait savoir le représentant de cette ONG italienne en République du Congo, Modeste Christian Bassega Kouka.

Le CSI de Mbomandzoko comprend deux bâtiments, dont un pour le local sanitaire et un autre pour le logement du personnel soignant, plus les toilettes externes. Le local sanitaire est constitué de deux salles d'hospitalisation, d'un bloc opératoire, d'un bloc d'accouchement, d'un laboratoire, du bureau du chef de centre, d'une salle d'accueil et des sanitaires. Il y a été placé également les panneaux solaires, dont deux de 330 watts et quatre autres de 250 watts chacun. « Tout est presque fini en dépit du fait qu'après le lancement des travaux de construction de ce CSI, nous avons été confrontés à quelques soucis



Les locaux du CSI, du personnel soignant et les sanitaires externes/DR

techniques qui nous ont pris assez du temps. A la date d'aujourd'hui, on peut dire que tout est fini en ce qui concerne la construction des locaux. Il ne reste que le système hydrique servant à alimenter les deux bâtiments en eau potable. A propos, nous avons un financement de la Fondation Rotary internationale avec un club Rotary Brazzaville Centre pour construire ce système hybride », a précisé le représentant de l'ONG Ali Per Volare Onlus au

Congo. Modeste Christian Bassega Kouka a indiqué qu'il ne reste plus que l'étape de l'équipement avant de le remettre au ministère de la Santé et de la Population, en vue d'affecter le personnel. Toutefois, le représentant de l'ONG au Congo a reconnu que cela est un challenge pour eux, parce que pour équiper cet hôpital il leur faudra beaucoup d'argent. « Il y a beaucoup d'équipements à fournir, les lits, les appareils d'échographie, les microscopes

et autres ... Cela nécessite beaucoup d'argent. C'est pourquoi, le président de l'ONG Ali Per Volare Onlus, Rino Martinez Gaspare, pense que ce CSI sera remis officiellement au ministère de la Santé et de la Population au plus tard en décembre 2022 », a-t-il dit.

A titre de rappel, le projet de construction du CSI de Mbomandzoko, un village regorgeant à la fois la population bantoue et autochtone, est né des suites d'un état critique d'une autochtone.

En effet, en août 2018, une dame autochtone du village de Mbomandzoko, souffrant de tumeur faciale, devait se rendre en Italie, accompagnée du représentant de l'ONG Ali Per Volare Onlus au Congo, pour subir une opération. Après la réalisation de l'opération qui a duré 21h dans le Centre hospitalier et universitaire de Palerme, un couple italien a décidé d'apporter à l'ONG Ali Per Volare Onlus une bagatelle somme de cent mille euros, soit environ soixante-cinq millions FCFA pour construire un CSI dans la localité de Mbomandzoko.

De retour au pays, et après signature du protocole d'accord avec la ministre de la Santé et de la Population de l'époque, une mission s'est rendue dans la localité avec la cheffe de bureau à la direction de la Coopération de ce ministère, Louissette Débi. C'est cette dernière, après observation, qui a suggéré la construction des logements du personnel soignant. Reparti en Italie pour un appel de fonds, le président de l'ONG a obtenu les fonds nécessaires pour répondre à ce besoin. Ce que fut fait.

Bruno Okokana